

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV6

Colomiers, le 12 juillet 2016

Affaire suivie par : Aurélie FILLoux
N/Réf. : 2016/524
n° S3IC : 068.2405
Téléphone : 05 61 15 37 51
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : aurelie.filloux@developpement-durable.gouv.fr

Objet : société Prodem à Cornebarrieu – modification des installations et demande de modification des prescriptions

PJ : plan des piézomètres

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
à Monsieur le PREFET de la HAUTE GARONNE**

I - PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

La société Prodem exploite à Cornebarrieu des ateliers de traitement de surfaces et de peinture pour des pièces aéronautiques. Le site est classé Seveso seuil bas. L'arrêté préfectoral du 5 janvier 2015 régleme le site. Les modifications du tableau de nomenclature dues à la création des rubriques 4000 de la nomenclature des installations classées font l'objet du rapport de l'inspection du 15 juin 2016. Les installations exploitées sont les suivantes :

N°	Désignation de la rubrique	Éléments caractéristiques et volumes autorisés	Régime
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³	200 000 L	A

2565-2.a	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563.</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant :</p> <p>a) Supérieur à 1500 L</p>	200 000 L	A
2565-1.a	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563.</p> <p>1. Lorsqu'il y a mise en œuvre :</p> <p>a) De cadmium</p>	Volume des bains de traitement = 2567 L	A
2565-1.b	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563.</p> <p>1. Lorsqu'il y a mise en œuvre :</p> <p>b) De cyanures, le volume des cuves étant supérieur à 200 L</p>	Volume des cuves = 3317 L	A
2940-2.a	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, sur support quelconque ...</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :</p> <p>a) supérieure à 100 kg/j</p>	<p>Quantité de produits susceptibles d'être mis en œuvre</p> <p>= 300 kg/j</p>	A
2560-B2	<p>Métaux et alliages (Travail mécanique des)</p> <p>B. Autres installations, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant</p> <p>2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW</p>	450 kW	D

2575	<p>Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage...</p> <p>La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW</p>	<p>Puissance installée des machines (sableuses)</p> <p>= 100 kW</p>	D
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R.511-11		A SB
4110-1.a	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 t</p>	<p>Quantité totale maximale susceptible d'être présente :</p> <p>1080 kg</p>	A
4110-2.a	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 250 kg</p>	<p>Quantité totale maximale susceptible d'être présente :</p> <p>4,567 t</p>	A
4120-2.b	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	<p>Quantité totale maximale susceptible d'être présente :</p> <p>2,350 t</p>	D
4130-2.a	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t</p>	<p>Quantité totale maximale susceptible d'être présente :</p> <p>20,948 t</p>	A
4140-2.b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	<p>Quantité totale maximale susceptible d'être présente :</p> <p>4,415 t</p>	D

II - MODIFICATION DES INSTALLATIONS DE PEINTURE

Par courrier du 19 janvier 2016, l'exploitant informe M. le préfet d'un projet de nouvelle cabine de peinture. Il indique qu'après étude, cet aménagement n'engendre pas de conséquence vis-à-vis de l'environnement local et n'est pas de nature à modifier le classement du site au titre des installations classées. La réalisation est prévue au 1^{er} trimestre 2016.

L'arrêté préfectoral du 5 janvier 2015 autorise déjà un projet de cabine de peinture 4 postes dont les rejets sont nommés F1 à F4 à l'article 3.2.2. Les cabines F3 et F4 ne sont pas encore construites. Les rejets F1 et F2 font l'objet du courrier du 19 janvier 2016. Ils ont été mis en place au 1^{er} trimestre 2016, mais dans une configuration différente de celle prévue initialement et reprise dans l'arrêté préfectoral. Les rejets en toiture ne sont pas au même endroit. Le rejet F1 correspond à la nouvelle cabine de peinture dénommée « cabine 2 » et le rejet F2 correspond à son étuve. Les débits d'extraction sont de 30000 m³/h et 5000 m³/h, au lieu des 2 x 15000 m³/h prévus. Ces modifications ne sont pas substantielles, mais les débits et le plan doivent être mis à jour dans les prescriptions. Ceci est proposé dans le projet ci-joint. Les valeurs limites en concentration sont les mêmes que pour les autres rejets du même type (application de peinture ou séchage). Les valeurs limites de rejet en flux sont le produit du débit par la concentration maximale.

III - ALLÈGEMENT DE LA SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Par courrier du 30 mai 2016, suite au traitement des sols et des eaux souterraines réalisé, et compte tenu de l'évolution des teneurs en polluants, l'exploitant demande un allègement de la surveillance des eaux souterraines prévue au titre 10 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2015 en ce qui concerne le TCE (trichloréthylène) et les COHV (composés organiques halogénés volatils). Il propose :

- COHV au droit des ouvrages de surveillance (Pz1, Am2, Av1, Av2, puits 1c, puits 2a, puits 1b et S1) : surveillance semestrielle sur une période de 1 an puis arrêt de la surveillance à l'issue de cette période,
- AOX et TCE en amont et en aval de l'unité de traitement de la barrière hydraulique : arrêt de la surveillance,
- surveillance de l'air ambiant : arrêt de la surveillance.

Les paragraphes ci-dessous traitent de l'examen de ces demandes.

L'exploitant indique que la chronique des concentrations en TCE montre une tendance baissière nette et durable, sans effet rebond malgré les variations du niveau piézométrique. Les 3 injections réalisées à proximité de la source de TCE dans le sol et la nappe semblent avoir permis de traiter la source de pollution. Les traces résiduelles détectées en aval sont probablement liées à des mécanismes de piégeage – relargage au sein de l'ancien panache. On peut s'attendre à une poursuite de l'atténuation de ces teneurs dans le temps.

III.1 - Unité de traitement de la barrière hydraulique

Le chapitre 10.4 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2015 indique : « [...] Les eaux traitées respectent, avant rejet au milieu naturel (fossé longeant le site), les valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié, et en particulier les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Valeurs limites avant rejet
Chrome total	0,5 mg/l
Trichloréthylène	0,5 mg/l
AOX	1 mg/l

[...] Des contrôles des rejets aqueux de l'installation de traitement sont réalisés a minima tous les 15 jours. Les résultats sont consignés sur un registre tenu sur site à la disposition de l'inspection des installations classées ; ils sont intégrés au bilan trimestriel prévu à l'article 10.6.3 du présent arrêté. »

Les résultats de mesure bimensuels montrent que la valeur limite en AOX est respectée depuis le début du traitement en 2010, en amont comme en aval. Depuis 2013, les concentrations mesurées en amont comme en aval du traitement sont inférieures à 0,1 mg/l, sans phénomène de rebond. Ces mesures ne sont en effet plus utiles.

Les résultats de mesure bimensuels montrent que la valeur limite en TCE est respectée depuis 2012, en amont comme en aval. Depuis fin 2013, les concentrations mesurées en amont du traitement sont inférieures à 0,1 mg/l, sans phénomène de rebond. Les mesures à l'aval du traitement montrent l'absence de TCE depuis 2011. Ces mesures ne sont en effet plus utiles.

L'inspection propose de supprimer ces mesures, comme le prévoit le projet ci-joint. Les mesures de chrome restent imposées.

III.2 - Surveillance des eaux souterraines

Le chapitre 10.7 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2015 indique : « L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines à partir du réseau de suivi représenté sur le plan en annexe 6 du présent arrêté, constitué a minima des ouvrages suivants :

- ouvrages internes : piézomètres PZ1, AM2, PZ3, S1
- ouvrages extérieurs, sous réserve de l'accord de leurs propriétaires : AV1, AV2, puits 1c, 1b et 2a.

L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures aux fréquences et pour les paramètres et ouvrages suivants :

Mensuellement lors du fonctionnement de la barrière, sinon tous les trimestres :	
Paramètres à analyser	Ouvrages concernés
Niveaux piézométriques, conductivité, potentiel Red/Ox, pH, O ₂ dissous, chlorures	PZ1, AM2, AV1, AV2, puits 1c, puits 2a
Chrome total et chrome VI	
Composés organohalogénés volatils (COHV)	

Tous les semestres, en période de hautes et basses eaux :	
Paramètres à analyser	Ouvrages concernés
Niveaux piézométriques, conductivité, potentiel Red/Ox, pH, O ₂ dissous, chlorures	PZ1, AM2, PZ3, AV1, AV2, puits 1c, puits 1b, puits 2a et S1
Chrome total et chrome VI	
Composés organohalogénés volatils (COHV)	
Cyanures	
Fluorures	
AOX	
Cadmium, nickel, fer, aluminium	PZ1, AM2, PZ3
Phosphates	
Hydrocarbures totaux	
BTEX	
Nitrates, nitrites	

[...] »

Il est à noter que l'exploitant n'utilise plus de trichloréthylène. L'ensemble des résultats de mesure montre que le COHV majoritaire est le TCE. Les valeurs mesurées en TCE et en COHV totaux sont proches.

Puits Pz1, Am2, Av1, Av2, puits 2a, S1 :

Des mesures mensuelles sont demandées actuellement, sauf pour le point S1 (semestriel). L'objectif de dépollution est de 500 µg/l pour Pz1, Am2, Av1, Av2 et S1 en TCE. Il est de 10 µg/l pour le puits 2a qui est un puits de particulier.

- Pz1 : amont, valeurs mesurées : 0 en TCE depuis 2010,
- Am2 : aval site, amont barrière hydraulique, valeurs mesurées en TCE inférieures à 500 µg/l depuis 2011, inférieur à 60 µg/l depuis 2013,
- Av1 : aval immédiat du site, concentrations en TCE inférieures à 500 µg/l depuis 2012, maximum depuis : 310 µg/l en juin 2015,
- Av2 : aval immédiat du site, concentrations en TCE inférieures à 500 µg/l depuis 2012, maximum depuis : 276 µg/l en avril 2015
- Puits 2a : aval, concentrations mesurées en TCE nulles depuis 2010,
- S1 : intérieur du site, valeurs mesurées en TCE nulles en 2015 et 2016.

Ces résultats montrent qu'une mesure mensuelle n'est plus utile. L'inspection propose d'accepter la proposition de l'exploitant de passer à une mesure semestrielle pendant 1 an puis à un arrêt de la surveillance pour le paramètre COHV pour ces points de mesure, si les résultats obtenus confirment la stabilité des teneurs en trichloréthylène.

Pz3 : ce puits est en aval latéral, l'objectif est de 500 µg/l pour le TCE, les mesures actuelles sont semestrielles. Les concentrations mesurées en TCE sont nulles depuis 2010. L'exploitant propose d'arrêter la mesure d'ores et déjà. L'inspection propose de garder une mesure semestrielle pendant encore 1 an, puis de cesser la surveillance de ce paramètre en ce point, comme pour les 5 puits et piézomètres précédents.

Puits 1 b et 1 c : il s'agit de puits de particulier, à l'aval du site. La surveillance demandée est mensuelle pour le puits 1c, semestriel pour le puits 1b. L'objectif de dépollution est de 10 µg/l en TCE.

- Puits 1c : concentrations mesurées en TCE fluctuantes et inférieures à 20 µg/l depuis avril 2014. Maximum 19 µg/l en juin 2015. La valeur limite n'est pas toujours respectée, même si les résultats de mesure sont proches de cette valeur.
- Puits 1b : concentrations mesurées en TCE fluctuantes et inférieures à 50 µg/l depuis août 2014.

L'exploitant indique pour ces 2 puits que :

- les teneurs en TCE sont dues à des concentrations résiduelles,
- la zone source étant traitée, plus aucun flux significatif de TCE n'est transféré vers ces ouvrages,
- ces puits ne sont pas dans le champ captant de la barrière hydraulique, son fonctionnement n'a donc pas d'influence sur les teneurs résiduelles au droit de ces puits.

Ces résultats montrent qu'une mesure mensuelle n'est plus utile. En revanche, puisque les objectifs ne sont pas encore respectés, il est nécessaire de poursuivre la surveillance semestrielle sur ces puits. Le projet de prescriptions ci-joint est rédigé en ce sens.

III.3 - Surveillance de l'air ambiant

Le chapitre 10.8 de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2015 indique : « Des mesures d'air ambiant sont réalisées dans le cadre du droit du travail et des obligations relatives à la surveillance du personnel une fois par an, en période propice au dégazage, dans les secteurs identifiés comme susceptibles d'être à l'origine des pollutions (a minima dans les zones sources de TCE visées à l'article 2 du présent arrêté [S1]). Cette surveillance de l'air ambiant doit être étendue aux zones de panache extérieures au site si nécessaire, notamment en cas d'augmentation importante des teneurs observées dans les eaux souterraines lors des campagnes de surveillance réalisées en application du présent arrêté. Les substances à rechercher sont a minima les COHV. A l'issue des prélèvements et analyses, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des rapports d'analyses. Ces résultats sont assortis pour chacun des paramètres analysés, d'une comparaison des valeurs des différents paramètres aux résultats des campagnes précédentes et aux valeurs limites réglementaires. En fonction des risques identifiés, des propositions de gestion appropriées sont mises en œuvre. La fréquence de surveillance, ainsi que la liste des substances à analyser, pourront être revues à l'issue d'une période de 4 ans après la fin des travaux de dépollution. »

L'exploitant a mesuré annuellement les COHV au point de mesure S1 pendant 4 ans. Ce point de mesure se trouve dans l'atelier de traitement de surfaces. Seul du TCE a été détecté, avec un maximum de 0,21 mg/m³ en 2014. Aucun COHV n'a été détecté en 2015. Les valeurs limites dans les ateliers de travail pour le TCE sont de 405 mg/m³ (VME) et 1080 mg/m³ (VLE). Compte tenu des résultats de mesure, l'inspection propose d'accepter la demande de l'exploitant et de supprimer ces mesures.

IV - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Compte tenu des modifications intervenues sur le site de la société Prodem à Cornebarrieu, et de la dépollution qui a eu lieu en ce qui concerne le trichloréthylène dans les sols et la nappe

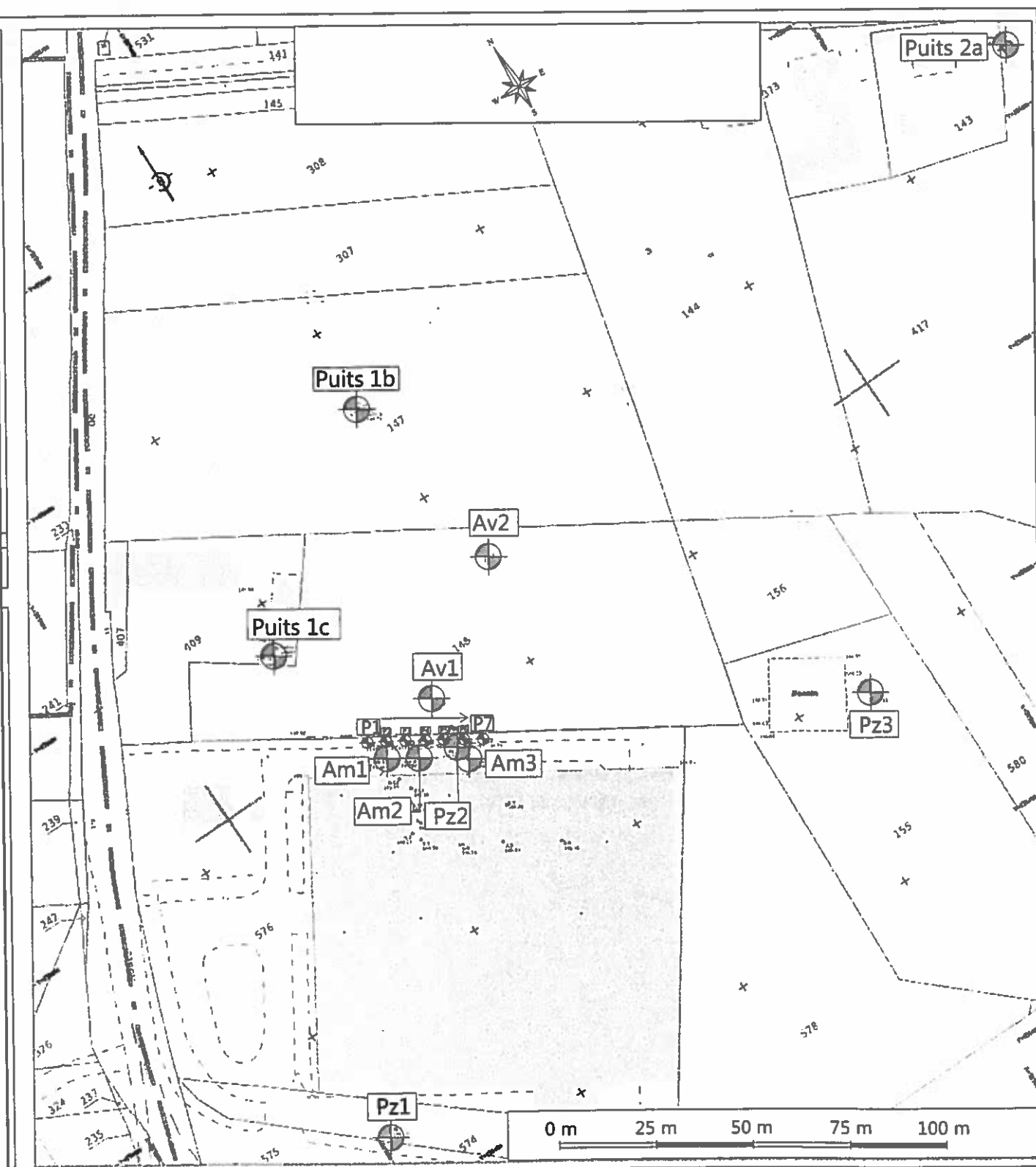
phréatique, il est nécessaire de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2015. Un projet d'arrêté préfectoral modificatif est joint au présent dossier. L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de la Haute-Garonne de donner une suite favorable à ce projet d'arrêté préfectoral modificatif, après avis du CODERST.

L'inspecteur de l'environnement

Aurélie FILLOUX

Vérfié, et validé le 12/07/2016
L'inspecteur de l'environnement


Julie BENOIT



Légende



Ouvrages faisant partie du réseau de surveillance de la nappe



Ouvrages constituant la barrière hydraulique - mise en fonctionnement le 19 juillet 2010

